

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46534]

24 AOÛT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article L1533-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, relatif aux modalités d'adhésion, aux règles de fonctionnement et au financement du service de médiation intercommunale de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, l'article L1533-1, § 1^{er}, inséré par le décret du 19 juillet 2006 ;

Vu le rapport du 19 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 25 novembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Association des provinces wallonnes, donné le 23 février 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des villes et communes de Wallonie, donné le 27 février 2023 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, transmis le 22 mai 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 30 mai 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'accord de coopération du 3 février 2011 entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, l'article 3, alinéa 3 ;

Considérant le développement de la médiation au niveau local, communal et intercommunal, qui a fait l'objet de multiples recommandations au niveau fédéral, régional et européen, telles que celles de l'Assemblée générale du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, en 1999 et en 2004 ;

Considérant le chapitre 22 de la Déclaration de politique régionale 2019-2024 où le Gouvernement émet le souhait de généraliser le recours au médiateur pour les intercommunales ;

Considérant l'expérience-pilote menée de 2013 à 2016 à l'initiative du médiateur concernant la médiation intercommunale et les conclusions contenues dans le rapport définitif relatif à cette expérience-pilote ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Conformément à l'article L1533-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le service de médiation intercommunale de la Wallonie est confié au médiateur commun à la Communauté française et à la Région wallonne, ci-après nommé « le médiateur ».

Chaque intercommunale adhère au médiateur, sauf si elle est dotée par la loi ou le décret, ou en application de ceux-ci, de son propre médiateur. Elle y adhère partiellement si une institution est chargée par la loi ou le décret d'une compétence de médiation dans un domaine spécifique de ses activités.

Art. 2. L'intercommunale qui adhère au service du médiateur, conformément à l'article 1^{er}, adhère au règlement d'ordre intérieur relatif au traitement des réclamations, pris en application de l'article 17 de l'accord de coopération 3 février 2011, entre la Communauté française et la Région wallonne portant création d'un service de médiation commun à la Communauté française et à la Région wallonne, ci-après dénommé « accord de coopération du 3 février 2011 ».

Art. 3. La rémunération du service est déterminée sur la base des coûts réels des interventions du médiateur, conformément à l'article 3, de l'accord de coopération du 3 février 2011. Un décompte est adressé semestriellement à l'intercommunale.

Les frais directs et indirects de mise en place d'un service de première ligne de gestion des réclamations au sein de l'intercommunale, indépendamment des interventions du médiateur, sont à la charge de l'intercommunale.

Art. 4. Dès lors que le traitement d'une réclamation en première ligne est clôturé par le service interne de l'intercommunale, le réclamant est expressément informé de la clôture de sa réclamation et de la position de l'intercommunale à son égard. Cette notification indique, de manière claire et visible, qu'en cas de désaccord persistant du réclamant, celui-ci peut s'adresser au service de médiation intercommunale.

Le médiateur traite directement et de manière indépendante, les réclamations individuelles introduites par les citoyens-usagers de l'intercommunale.

Le médiateur établit annuellement un rapport contenant l'analyse et le traitement des réclamations. Le rapport est transmis à l'intercommunale, qui en est le dépositaire exclusif.

Art. 5. Le médiateur met à la disposition de l'intercommunale toutes les informations nécessaires à la mise en œuvre du service de première ligne de gestion des réclamations, ainsi que, dans la mesure de ses ressources internes et dans les limites de son expertise, les outils opportuns pour rencontrer les besoins exprimés par l'intercommunale en matière de formation du personnel dans le cadre de l'activité de ce service.

Le médiateur s'engage à rencontrer régulièrement les représentants de l'intercommunale, afin d'évaluer la collaboration, de formuler tout conseil et toute recommandation utile au bon fonctionnement du service.

Le médiateur contribue à la réalisation d'un rapport annuel de l'activité du service de première ligne de gestion des réclamations de l'intercommunale.

Le traitement des données à caractère personnel s'effectue dans le cadre des missions du médiateur définies dans l'accord de coopération du 3 février 2011.

Art. 6. L'intercommunale s'engage à inscrire sa volonté d'agir dans la problématique globale de la gestion des réclamations et du mécontentement des usagers, d'une part, et dans une démarche de qualité des services rendus par l'intercommunale, d'autre part.

L'intercommunale transmet tous les éléments et informations requis et indispensables au bon exercice de la mission du médiateur, tels que l'ensemble des éléments relatifs à la gestion opérationnelle des réclamations de première ligne.

Art. 7. Les données personnelles récoltées par l'intercommunale et le médiateur sont récoltées exclusivement dans le seul et unique but du traitement des réclamations. Les données collectées des réclamants sont les suivantes : nom, prénom, sexe, date de naissance, adresse, mail, numéro de téléphone. Les responsables du traitement sont les intercommunales visées à l'article 1^{er} et le médiateur. Les données sont conservées pendant la durée nécessaire à l'exécution du traitement décrit ci-dessus. Les données personnelles sont traitées en conformité avec les réglementations relatives à la protection des données personnelles.

Art. 8. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 24 août 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/46534]

24. AUGUST 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung von Artikel L1533-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung bezüglich der Beitrittsmodalitäten und der Funktions- und Finanzierungsregeln des interkommunalen Vermittlungsdienstes der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Artikel L1533-1 § 1, eingefügt durch das Dekret vom 19. Juli 2006;

Aufgrund des Berichts vom 19. September 2022, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 25. November 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund der am 23. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der wallonischen Provinzen;

Aufgrund der am 27. Februar 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund der am 22. Mai 2023 übermittelten Stellungnahme der Datenschutzbehörde;

Aufgrund des am 30. Mai 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 84 § 4 Absatz 2;

In Erwägung des am 3. Februar 2011 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, Artikel 3 Absatz 3;

In Erwägung der Entwicklung der Vermittlung auf lokaler, kommunaler und interkommunaler Ebene, die Gegenstand zahlreicher Empfehlungen auf föderaler, regionaler und europäischer Ebene war, wie z. B. die Empfehlungen der Generalversammlung des Kongresses der Gemeinden und Regionen des Europarates von 1999 und 2004;

In Erwägung des Kapitels 22 der regionalpolitischen Erklärung 2019-2024, in dem die Regierung den Wunsch äußert, die Inanspruchnahme eines Vermittlers für die Interkommunalen zu verallgemeinern;

In Erwägung des von 2013 bis 2016 auf Initiative des Vermittlers durchgeführten Pilotversuchs zur interkommunalen Vermittlung und der im endgültigen Bericht über diesen Pilotversuch enthaltenen Schlussfolgerungen;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Gemäß Artikel L1533-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der interkommunale Vermittlungsdienst der Wallonie dem gemeinsamen Vermittler der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, nachstehend "der Vermittler" genannt, anvertraut.

Jede Interkommunale schließt sich dem Vermittler an, es sei denn, sie hat per Gesetz oder Dekret oder in Anwendung dieser Gesetze oder Dekrete einen eigenen Vermittler. Sie schließt sich ihm teilweise an, wenn eine Einrichtung per Gesetz oder Dekret mit einer Vermittlungsbefugnis in einem bestimmten Bereich ihrer Tätigkeit betraut ist.

Art. 2 - Die Interkommunale, die dem Vermittlungsdienst gemäß Artikel 1 beiträgt, tritt der allgemeinen Dienstordnung bezüglich der Bearbeitung der Beschwerden bei, die in Anwendung von Artikel 17 des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Februar 2011 zur Gründung eines gemeinsamen Vermittlungsdienstes der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region, im Folgenden "Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Februar 2011" genannt, verabschiedet wurde.

Art. 3 - Die Vergütung des Dienstes wird gemäß Artikel 3 des Zusammenarbeitsabkommens vom 3. Februar 2011 auf der Grundlage der tatsächlichen Kosten für die Interventionen des Vermittlers festgelegt. Eine Abrechnung wird halbjährlich an die Interkommunale gesandt.

Die direkten und indirekten Kosten für die Einrichtung eines Dienstes für die Erstbearbeitung von Beschwerden innerhalb der Interkommunalen, unabhängig von den Interventionen des Vermittlers, gehen zu Lasten der Interkommunalen.

Art. 4 - Sobald die Bearbeitung einer erstmaligen Beschwerde durch den internen Dienst der Interkommunalen abgeschlossen ist, wird der Beschwerdeführer ausdrücklich über den Abschluss seiner Beschwerde und den Standpunkt der Interkommunalen ihm gegenüber informiert. In dieser Mitteilung wird klar und deutlich darauf hingewiesen, dass sich der Beschwerdeführer bei anhaltender Uneinigkeit an den interkommunalen Vermittlungsdienst wenden kann.

Der Vermittler behandelt direkt und unabhängig individuelle Beschwerden, die von Bürgern-Nutzern der Interkommunalen eingereicht werden.

Der Vermittler erstellt jährlich einen Bericht, der die Analyse und Bearbeitung der Beschwerden enthält. Der Bericht wird an die Interkommunale weitergeleitet, die sein alleiniger Verwahrer ist.

Art. 5 - Der Vermittler stellt der Interkommunalen alle Informationen zur Verfügung, die für die Umsetzung des Dienstes für die Erstbearbeitung von Beschwerden erforderlich sind, sowie, im Rahmen ihrer internen Ressourcen und im Rahmen ihrer Fachkenntnisse, die geeigneten Instrumente, um den von der Interkommunalen geäußerten Bedürfnissen in Bezug auf die Ausbildung des Personals im Rahmen der Tätigkeit dieses Dienstes gerecht zu werden.

Der Vermittler verpflichtet sich, sich regelmäßig mit den Vertretern der Interkommunalen zu treffen, um die Zusammenarbeit zu bewerten und alle Ratschläge und Empfehlungen zu formulieren, die für den reibungslosen Arbeitsablauf des Dienstes nützlich sind.

Der Vermittler trägt zur Erstellung eines Jahresberichts über die Tätigkeit des Dienstes für die Erstbearbeitung von Beschwerden der Interkommunalen bei.

Die Verarbeitung personenbezogener Daten erfolgt im Rahmen der Aufgaben des Vermittlers, die in dem Zusammenarbeitsabkommen vom 3. Februar 2011 festgelegt sind.

Art. 6 - Die Interkommunale verpflichtet sich, ihren Handlungswillen in die globale Problematik des Umgangs mit Beschwerden und Unzufriedenheit der Nutzer einerseits und in einen Ansatz zur Qualitätssicherung der von der Interkommunale erbrachten Dienstleistungen andererseits einzubinden.

Die Interkommunale übermittelt alle Elemente und Informationen, die für die ordnungsgemäße Ausübung der Aufgabe des Vermittlers erforderlich und unerlässlich sind, wie z. B. alle Elemente im Zusammenhang mit der operativen Verwaltung von Erstbeschwerden.

Art. 7 - Die von der Interkommunalen und dem Vermittler gesammelten personenbezogenen Daten werden ausschließlich zum alleinigen Zweck der Bearbeitung von Beschwerden gesammelt. Die gesammelten Daten der Beschwerdeführer sind: Name, Vorname, Geschlecht, Geburtsdatum, Adresse, E-Mail, Telefonnummer. Verantwortlich für die Verarbeitung sind die in Artikel 1 genannten Interkommunalen und der Vermittler. Die Daten werden so lange aufbewahrt, wie es für die Durchführung der oben beschriebenen Bearbeitung erforderlich ist. Die personenbezogenen Daten werden in Übereinstimmung mit den Vorschriften über den Schutz personenbezogener Daten verarbeitet.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die lokalen Behörden gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 24. August 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RÜPO

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2023/46534]

24 AUGUSTUS 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel L1533-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, betreffende de aansluitingsmodaliteiten, de werkings- en financieringsregels van de intergemeentelijke bemiddelingsdienst van het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, artikel L1533-1, § 1, ingevoegd bij het decreet van 19 juli 2006;

Gelet op het rapport van 19 september 2022 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2022;

Gelet op het advies van de "Association des provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse provincies), gegeven op 23 februari 2023;

Gelet op het advies van de "Union des villes et communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 27 februari 2023;

Gelet op het advies van de gegevensbeschermingsautoriteit, overgemaakt op 22 mei 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 30 mei 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst van 3 februari 2011 tussen de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest betreffende de oprichting van een gemeenschappelijke bemiddelingsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, artikel 3, lid 3;

Gelet op de ontwikkeling van de bemiddeling op lokaal, gemeentelijk en intergemeentelijk vlak, waarover tal van aanbevelingen zijn gedaan op federaal, regionaal en Europees niveau, zoals die van de Algemene Vergadering van het Congres van de plaatselijke en gewestelijke besturen van de Raad van Europa in 1999 en 2004 ;

Gelet op hoofdstuk 22 van de gewestelijke Beleidsverklaring 2019-2024, waarin de Regering de wens uitdrukt om het gebruik van de bemiddelaar uit te breiden tot intercommunales;

Gelet op het van 2013 tot 2016 op initiatief van de bemiddelaar uitgevoerde proefexperiment betreffende intergemeentelijke bemiddeling en de conclusies in het eindverslag over dit proefexperiment;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel L1533-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt de Waalse intergemeentelijke bemiddelingsdienst toevertrouwd aan de gemeenschappelijke bemiddelaar van de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, hierna "de bemiddelaar" genoemd.

Elke intercommunale sluit zich aan bij de bemiddelaar, tenzij ze een eigen bemiddelaar heeft bij wet of decreet, of in toepassing daarvan. Dit geldt gedeeltelijk als een instelling bij wet of decreet bemiddelingsbevoegdheden heeft gekregen op een specifiek gebied van haar activiteiten.

Art. 2. De intercommunale die zich aansluit bij de bemiddelingsdienst, overeenkomstig artikel 1, sluit zich aan bij het huishoudelijk reglement met betrekking tot de behandeling van klachten, aangenomen overeenkomstig het samenwerkingsakkoord, gesloten op 3 februari 2011, tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest houdende oprichting van een gemeenschappelijke ombudsdienst voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, hierna "samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011" genoemd.

Art. 3. De vergoeding van de dienst wordt bepaald op basis van de werkelijke kosten van de interventies van de bemiddelaar, overeenkomstig artikel 3 van het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011. Om de zes maanden wordt er een afrekening naar de intercommunale gestuurd.

De directe en indirecte kosten voor het opzetten van een eerstelijnsklachtenbehandelingsdienst binnen de intercommunale, los van de tussenkomsten van de bemiddelaar, zijn ten laste van de intercommunale.

Art. 4. Zodra de behandeling van een klacht in de eerste lijn wordt afgesloten door de interne dienst van de intercommunale, wordt de eiser uitdrukkelijk op de hoogte gebracht van de afsluiting van zijn klacht en van het standpunt van de intercommunale dienaangaande. Deze kennisgeving geeft duidelijk en zichtbaar aan dat de eiser bij aanhoudende onenigheid contact kan opnemen met de intergemeentelijke bemiddelingsdienst.

De bemiddelaar behandelt rechtstreeks en onafhankelijk individuele klachten van burgers-gebruikers van de intercommunale.

Elk jaar stelt de bemiddelaar een verslag op met een analyse en behandeling van de klachten. Het verslag wordt naar de intercommunale gestuurd, die de enige bewaarder is.

Art. 5. De bemiddelaar verschaft de intercommunale alle informatie die nodig is voor de uitvoering van de eerstelijns klachtendienst, alsook, binnen de grenzen van zijn interne middelen en expertise, de gepaste instrumenten om te voldoen aan de behoeften van de intercommunale op het vlak van opleiding van het personeel in het kader van de activiteit van deze dienst.

De bemiddelaar verbindt zich ertoe de vertegenwoordigers van de intercommunale regelmatig te ontmoeten om de samenwerking te evalueren en eventuele adviezen of aanbevelingen te formuleren die nuttig kunnen zijn voor het goede verloop van de dienstverlening.

De bemiddelaar draagt bij aan de productie van een jaarverslag over de activiteiten van de eerstelijns klachtenbehandelingsdienst van de intercommunale.

Persoonsgegevens worden verwerkt in het kader van de opdrachten van de bemiddelaar zoals omschreven in het samenwerkingsakkoord van 3 februari 2011.

Art. 6. De intercommunale verbindt er zich toe om haar bereidheid tot actie op te nemen in de globale problematiek van het beheer van klachten en ontevredenheid van de gebruikers enerzijds en in een aanpak van de kwaliteit van de door de intercommunale geleverde diensten anderzijds.

De intercommunale verstrekt alle informatie die vereist en essentieel is voor de goede uitvoering van de opdrachten van de bemiddelaar, zoals alle informatie met betrekking tot het operationele beheer van eerstelijnsklachten.

Art. 7. De persoonlijke gegevens die worden verzameld door de intercommunale en de bemiddelaar worden uitsluitend verzameld om klachten te behandelen. Van klachtindieners worden de volgende gegevens verzameld: achternaam, voornaam, geslacht, geboortedatum, adres, e-mailadres en telefoonnummer. De verantwoordelijken voor de verwerking zijn de intercommunales waarnaar wordt verwezen in artikel 1 en de bemiddelaar. De gegevens worden bewaard gedurende de tijd die nodig is om de hierboven beschreven verwerking uit te voeren. Persoonlijke gegevens worden verwerkt in overeenstemming met de regelgeving inzake de bescherming van persoonlijke gegevens.

Art. 8. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 24 augustus 2023.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO
De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/46533]

28 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales, les articles 2, alinéa 2, 3 et 23.

Vu le rapport du 29 septembre 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 mars 2023 ;

Vu la communication à la Commission européenne, le 14 février 2023, en application de l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ;

Vu l'avis 72.759/4 du Conseil d'État, donné le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours prorogé de 15 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Mobilité » du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 23 novembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le décret du 8 juillet 2021 : le décret du 8 juillet 2021 relatif au cyclopartage en flotte libre et modifiant les articles 4 et 12 du décret du 1^{er} avril 2004 relatif à la mobilité et à l'accessibilité locales ;

2^o l'administration : le Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

CHAPITRE II. — Procédure pour l'obtention d'une licence pour cyclopartage en flotte libre

Section 1^{re}. — L'introduction de la demande de licence pour cyclopartage en flotte libre

Art. 2. § 1^{er} La demande de licence est introduite par un envoi au moyen d'un formulaire en ligne accessible sur le portail de la Mobilité en Wallonie. En cas d'indisponibilité du formulaire, une demande par courriel est acceptée.

§ 2. La demande de licence pour cyclopartage en flotte libre contient :

1. les documents qui démontrent comment les conditions d'octroi de la licence pour cyclopartage en flotte libre visées au chapitre 3 sont respectées ;

2. les données d'identification de l'opérateur, en ce compris son nom, son numéro à la banque carrefour des entreprises, l'adresse de son siège social et de ses unités d'établissement en Belgique ;

3. les noms, prénoms, courriel et téléphone de la personne gestionnaire de la demande ;

4. le numéro de téléphone et le courriel du point de contact de l'opérateur joignable en permanence ;

5. la manière par laquelle toute personne peut signaler à l'opérateur un véhicule de cyclopartage dont le stationnement ne respecte pas les règles du Code de la route ou les règles établies par l'autorité régionale ou communale ;

6. les types de véhicules de cyclopartage proposés et leurs caractéristiques ;

7. les prix appliqués ;

8. la manière dont l'opérateur vérifie que le service soit intégré dans les applications d'itinéraires multimodaux et sur les plateformes Internet permettant de planifier des déplacements.

§ 3. L'administration accuse réception par voie électronique de la demande dans les dix jours ouvrables.

§ 4. L'administration est le responsable du traitement, au sens de l'article 4, alinéa 1^{er}, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données), pour les données à caractère personnel visées au § 2, 2^o, 3^o et 4^o.

L'administration est le seul destinataire de ces données. Ces dernières ne sont pas transmises à des tiers.